

COMISSÃO DA CEDEAO

ECOWAS COMMISSION



COMMISSION DE LA CEDEAO

Ref. : ECW/CEG/ABJ/35

TRENTE CINQUIEME SESSION ORDINAIRE
DE LA CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT
ET DE GOUVERNEMENT

Abuja, 19 décembre 2008

COMMUNIQUE FINAL

DECEMBRE 2008

INTRODUCTION

1. La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a tenu sa trente cinquième session ordinaire à Abuja, République Fédérale du Nigeria, le 19 décembre 2008 sous la Présidence de **Son Excellence Blaise Compaoré**, Président du Faso, Président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO.

2. Etaient présents à cette session, les Chefs d'Etat et de Gouvernement suivants ou leurs représentants dûment accrédités :

- Son Excellence **Dr Thomas Yayi BONI**
Président de la République du Bénin
- Son Excellence Monsieur **Blaise COMPAORE**
Président du Burkina Faso
- Son Excellence Monsieur **Laurent GBAGBO**
Président de la République de Côte d'Ivoire
- Son Excellence **Alhaj Yahya Abdul-Aziz JAMMEH**
Président de la République de Gambie
- Son Excellence Monsieur **John Agyekum KUFUOR**
Président de la République du Ghana
- Son Excellence Monsieur **João Bernardo VIEIRA**
Président de la République de Guinée Bissau
- Son Excellence Monsieur **Amadou Toumani TOURE**
Président de la République du Mali
- Son Excellence Monsieur **Umaru Musa YAR'ADUA**
Président, Commandant en Chef des Forces Armées de la République Fédérale du Nigeria
- Son Excellence Monsieur **Ernest Bai KOROMA**
Président de la République de Sierra Léone
- Son Excellence Monsieur **Faure Essozimna GNASSINGBE**
Président de la République Togolaise
- Son Excellence Monsieur **José Maria NEVES**
Premier Ministre de la République du Cap Vert
- Son Excellence Dr **Ahmed Tidiane SQUARE**
Premier Ministre de la République de Guinée

- Son Excellence Monsieur **Joseph BOAKAI**
Vice Président de la République du Libéria
- Son Excellence Monsieur **Seini OUMAROU**
Premier Ministre de la République du Niger
- Son Excellence Monsieur **Abdou Aziz SOW**
Ministre de l'Information, des Relations avec les Institutions et du NEPAD de la République du Sénégal.

3. Les personnalités suivantes ont également assisté à cette 35^e session en qualité d'observateurs :

- Son Excellence Monsieur **Jean PING**, Président de la Commission de l'Union Africaine
- Son Excellence Monsieur **Saïd DJINNIT**, Représentant Spécial du Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest
- Son Excellence Monsieur **Youssef OUEDRAOGO**, Représentant du Président de la Banque Africaine de Développement (BAD)
- M. **Christophe Joseph DABIRE**, Représentant du Président de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)

4. Au cours de leur session, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont entendu le rapport annuel du Président de la Commission de la CEDEAO ainsi que les rapports de la 61^{ème} session ordinaire du Conseil des Ministres et de la 25^e réunion du Conseil de Médiation et de Sécurité. Ces rapports ont essentiellement portés sur les programmes d'intégration et de développement communautaire, les Accords de Partenariat Economique (APE), les questions institutionnelles ainsi que la paix et la sécurité régionale.

5. La Conférence a pris acte desdits rapports puis félicité le Conseil des Ministres pour la qualité de son travail et la pertinence de ses recommandations. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont notamment approuvé les recommandations relatives à l'adoption des projets de textes issus des réunions ministérielles sectorielles. Ils ont par ailleurs félicité le Président de la Commission, **Dr Mohamed Ibn Chambas** pour sa contribution à l'exécution des chantiers d'intégration de la Communauté puis ont réaffirmé leur engagement au développement de la région à travers la consolidation du processus d'intégration de la CEDEAO.

6. La Conférence a en outre procédé à des analyses approfondies sur les questions spécifiques suivantes :

A. CONJONCTURE INTERNATIONALE ET PERFORMANCES DE L'ECONOMIE OUEST AFRICAINE

7. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont exprimé leurs vives préoccupations quant à la crise financière dont les effets induits conjugués avec la flambée du prix du pétrole et des denrées alimentaires, pourraient se traduire par une baisse du taux de croissance régional.

8. En considération des risques que fait peser cette crise sur les efforts de développement des Etats membres notamment, à travers la baisse des cours des matières premières, la réduction des flux d'investissement directs étrangers et des transferts des migrants travailleurs ouest africains, les Chefs d'Etats et de Gouvernement ont convenu de la nécessité d'une stratégie régionale destinée à réduire ces risques puis encouragé les Etats membres à renforcer la gestion et les réformes structurelles de leurs économies.

9. La Conférence a également souhaité une meilleure gouvernance économique mondiale et a lancé un appel à la communauté internationale pour une plus grande participation du continent africain aux rencontres internationales sur les questions monétaires et de développement.

B. ACCORD DE PARTENARIAT ECONOMIQUE (APE)

10. La Conférence s'est félicitée de l'évolution positive enregistrée dans les négociations APE notamment à travers les actions entreprises par les Commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA dans l'encadrement des accords intérimaires, la définition du programme APE pour le développement, la préparation d'une liste régionale de produits sensibles dans le cadre de l'offre relative à l'accès au marché et dans l'élaboration du texte de l'accord.

11. Réaffirmant leur attachement commun à la conclusion d'un Accord équitable, axé sur le développement, les Chefs d'Etats et de Gouvernement ont instruit les deux Commissions d'accélérer le processus de négociation en vue de la signature d'un accord régional avec l'Union Européenne, conformément au délai de juin 2009. A cet égard, la Conférence a invité l'Union Européenne à prendre en compte les préoccupations de développement de l'Afrique de l'ouest liées aux capacités d'offre d'accès au marché ainsi qu'au financement des coûts d'ajustement fiscaux et économiques de l'APE.

C. MARCHE COMMUN ET LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES

12. Les Chefs d'Etats et de Gouvernement ont accueilli avec satisfaction les efforts déployés par les Commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA dans la création de la cinquième bande tarifaire au taux de 35%, le reclassement de certains produits et la conclusion de la liste des produits exceptionnels de type B afin de permettre l'adoption du Tarif Extérieur Commun (TEC) de la CEDEAO.

13. Soulignant la pertinence du TEC dans la mise en place de l'Union douanière et la consolidation du marché commun, la Conférence a invité les deux Commissions à poursuivre leur étroite collaboration en vue de sa mise en place effective. En conséquence, les Chefs d'Etat ont exhorté les Etats membres à prendre toutes les dispositions nécessaires pour appliquer effectivement les protocoles de la CEDEAO sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement.

D. PROGRAMMES DE TRANSPORTS

14. La Conférence a félicité **Son Excellence Laurent Gbagbo** Président de la République de Côte d'Ivoire pour son rôle d'impulsion dans le cadre des travaux sur le développement des Infrastructures de transport dans la région. Elle a apprécié les conclusions pertinentes des différentes réunions sectorielles tenues à cet effet puis a approuvé le Plan d'Action ainsi que les résolutions relatives aux différents sous secteurs (transport ferroviaire, aérien, maritime...) et qui visent l'amélioration des infrastructures et des services régionaux.

15. A cet effet, les Chefs d'Etat ont souhaité la convocation d'une réunion des Ministres des Finances et ceux des transports et d'une réunion des Ministres des Transports avec les compagnies aériennes pour apporter des réponses concrètes à la réalisation dudit plan.

16. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont entériné la mise en place de l'Unité de Préparation et de Développement des Projets - PPDU afin de doter la CEDEAO des capacités pour la préparation de projets bancables tant à travers les financements publics que privés. Aussi ont-ils invité la Commission et la BAD comme chef de fil à organiser une table ronde des bailleurs de fonds en vue d'apporter des solutions durables au financement du Plan d'Action ci-dessus mentionné.

17. La Conférence a reconnu la nécessité de la régulation du trafic aérien de la région puis a encouragé les promoteurs du projet «Africa Sky» dans le lancement de ses activités de desserte aérienne prévu pour le premier trimestre 2009. Elle a toutefois exhorté que cette nouvelle compagnie aérienne travaille en collaboration avec celles déjà existantes.

E. PROGRAMMES ENERGETIQUES

18. La Conférence s'est félicitée de la disponibilité de **Son Excellence Joao Bernardo Vieira**, Président de la République de la Guinée Bissau dans la coordination des efforts des Commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA dans le domaine du développement des infrastructures régionales en matière d'énergie. Afin de pérenniser l'approvisionnement de la région en énergie, la Conférence a adopté un Plan d'Action commun CEDEAO/UEMOA articulé autour des projets régionaux prioritaires. Elle a également approuvé la création d'un Centre Régional pour les Energies Renouvelables et l'Efficacité Energétique (CREREE) de la CEDEAO dont le siège est fixé à Praia en République du Cap Vert.

19. Pour faciliter l'accroissement des échanges par une diminution des coûts de l'électricité et une sécurisation des sources d'approvisionnement, les Chefs d'Etats et de Gouvernement ont entériné la création d'une Autorité Régionale de Régulation du secteur de l'Electricité de la CEDEAO (ARREC) dont le siège est fixé à Accra en République du Ghana. Ils ont souhaité le partenariat public-privé dans la mise en œuvre du Plan ci-dessus mentionné puis ont invité les partenaires techniques et financiers à soutenir le développement des programmes énergétiques de la région.

20. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont reconnu la nécessité pour la Commission d'élaborer un programme d'urgence lié aux différentes crises. Ils ont invité la Commission et la communauté internationale à la mise en place d'un programme d'urgence en matière d'électricité pour la ville de Bissau. Par ailleurs, dans l'élaboration des programmes communautaires, la Conférence a invité la Commission à tenir compte de la spécificité du Cap Vert.

F. POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE ET QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES

21. Prenant en repère l'adoption de l'offensive régionale pour la production alimentaire et la lutte contre la faim, la conférence a invité les Etats membres à finaliser leur processus d'élaboration des programmes nationaux d'investissement agricoles et la Communauté Internationale à appuyer les efforts des Etats membres dans ce processus.

22. Dans cette perspective, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont approuvé la nécessité d'établir un dialogue politique structuré entre la région et ses partenaires sur le financement de l'agriculture. A ce titre, Ils ont exhorté la Commission à assurer un bon suivi de la réunion de Haut niveau tenue à Paris le 9 Décembre 2008 et dont les résultats permettront d'organiser une table ronde des bailleurs de fonds sur le

financement de la Politique Agricole Commune de la CEDEAO (ECOWAP) et de l'offensive régionale pour la production alimentaire et la lutte contre la faim.

23. Pour une meilleure prise en compte des préoccupations environnementales, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont adopté la Politique Environnementale de la CEDEAO et celle portant sur les Ressources en Eau de l'Afrique de l'Ouest. Ils ont invité les Etats membres et la Commission à assurer la mise en œuvre effective de ces Politiques en synergie avec les autres politiques sectorielles.

G. POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT HUMAIN

24. Dans le cadre de la mobilisation de la région contre le trafic illicite des drogues, la Conférence a adopté une Déclaration de Politique et un Plan d'Action Régional traitant de ce fléau, des crimes organisés et de la consommation de la drogue. Elle a instruit la Commission à élaborer un plan de mise en œuvre et invité les partenaires au développement à le soutenir financièrement. En particulier, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont exhorté les Etats membres à prendre des dispositions au plus haut niveau pour assurer la mise en œuvre des plans d'actions nationaux de lutte contre le fléau de la drogue.

25. Afin de promouvoir l'équité et l'égalité des sexes au niveau de la région et d'assurer une promotion de la jeunesse ouest africaine, les Chefs d'Etats et de Gouvernement ont respectivement adopté le plan stratégique 2009-2013 du Centre de la CEDEAO pour le Développement du Genre (CCDG) et la politique de la CEDEAO en matière de jeunesse et des sports. Par ailleurs, ils ont approuvé le Plan stratégique 2009-2013 de l'Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS).

H. QUESTIONS INSTITUTIONNELLES ET ADMINISTRATIVES

26. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont salué les efforts de la Commission pour le respect du ratio 40/60 (fonctionnement / Programmes) en vue d'une efficacité dans la mise en œuvre des programmes communautaires. Tout en invitant les Etats membres à honorer leurs engagements dans l'application des dispositions du Protocole sur le Prélèvement Communautaire, la Conférence a exhorté les Institutions de la CEDEAO à améliorer leur gestion administrative et financière.

27. Dans le cadre du renouvellement des membres de la Cour de Justice de la Communauté dont les mandats expirent le 29 janvier 2009, les Chefs d'Etat ont approuvé la nomination de trois (3) juges à savoir :

- **Mme Clotilde Medegan Nougbo**dé, de la République du Bénin ;
- **M. Benfeito Mosso Ramos**, de la République du Cap Vert ;

- **M. EIAM Monsédjouéni Potey**, de la République de Côte d'Ivoire.

28. Par ailleurs, ils ont entériné le soutien de la Communauté au renouvellement du mandat du **Dr Kandeh Yumkella** de nationalité sierra léonaise au poste de Directeur Général de l'ONUDI, et à la candidature du **Dr K. F. Nwanze** de nationalité Nigériane au poste de Président du Fonds International pour le Développement de l'Agriculture (FIDA).

I. PAIX ET SECURITE REGIONALES

29. La Conférence s'est félicitée de l'amélioration de la situation sécuritaire de la région et a salué les efforts consentis par la Commission et les Etats membres dans la diplomatie préventive dans la promotion du dialogue politique et dans la gestion et le règlement des crises. Dans le cadre de la consolidation des processus démocratiques et de la bonne gouvernance, la Conférence a félicité les Etats membres qui ont souscrit au Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (MAEP) et a encouragé les Etats membres restants à le faire.

30. Attachés à la Déclaration de Bamako sur la Démocratie et la Bonne Gouvernance, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont fermement condamné la récente tentative d'assassinat perpétrée contre Son Excellence **Joao Bernardo VIEIRA**, Président de la République de Guinée Bissau. La Conférence a encouragé la Commission à prendre toutes les mesures nécessaires pour l'élaboration du Plan d'Action sur les réformes des secteurs de la défense et de la sécurité et pour l'organisation d'une Conférence sur la Guinée Bissau qui servira à mobiliser les ressources en appui au Plan.

31. **Concernant la situation en République de Côte d'Ivoire**, la Conférence a noté avec satisfaction l'enracinement du processus de paix conformément à l'Accord Politique de Ouagadougou signé en 2007. Elle a lancé un appel à toutes les parties à œuvrer ensemble pour la levée des difficultés liées au processus électoral notamment la préparation des listes électorales et plus singulièrement l'identification et l'inscription des électeurs. A cet égard, les Chefs d'Etat ont invité tous les acteurs politiques ivoiriens à coopérer pour la tenue, dans les meilleurs délais, des élections crédibles, justes et transparentes. Aussi ont-ils renouvelé leur appel à l'ensemble de la Communauté Internationale afin qu'elle continue d'appuyer le Gouvernement ivoirien pour le bouclage du financement des opérations urgentes de sortie de crise.

32. **S'agissant de la situation en République de Guinée**, les Chefs d'Etats et de Gouvernement ont réitéré leur engagement pour la stabilité intérieure du pays et pour l'organisation d'élections justes, crédibles et transparentes dans les meilleurs délais. Ils se sont félicités du chronogramme arrêté par les autorités guinéennes pour la tenue des élections législatives en mai 2009. Afin de promouvoir le dialogue, la Conférence a exhorté le médiateur de la CEDEAO, l'ancien Président de la République Fédérale du Nigeria, Son Excellence **Ibrahim Badamasi Babangida** à reprendre ses missions de

bons offices à l'effet d'engager tous les acteurs politiques de la République de Guinée dans des efforts qui permettront de normaliser la situation dans le pays.

33. **Préoccupée par la situation sécuritaire dans la bande sahélo saharienne**, la Conférence a réaffirmé son soutien total aux Gouvernements du Mali et du Niger dans leurs actions visant à sauvegarder la paix, la sécurité et l'intégrité territoriale de leurs pays respectifs. En conséquence, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont encouragé la tenue de la conférence sous-régionale sur la paix, la stabilité, la sécurité et le développement dans la région Sahélo-Saharienne et dont les conclusions permettront de traiter des problèmes de crimes transfrontaliers et de terrorisme qui affectent la région.

34. A cet égard, la Conférence a pris note que seuls six Etats membres (Burkina Faso, Mali, Niger, Sénégal, Sierra Leone, Togo) ont déposé les instruments de ratification de la Convention sur les Armes Légères et Petit Calibre et leurs matériels Connexes. En conséquence, elle a lancé un appel aux Etats membres restants à veiller à la ratification diligente de ladite Convention afin d'assurer son entrée en vigueur.

35. Encouragés par la montée en puissance de la Force en Attente de la CEDEAO et de la mise en place des installations logistiques de Sierra Léone et du dépôt humanitaire du Mali, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont exhorté la Commission à poursuivre la validation des composantes restantes du FAC et la mise en place des structures d'appuis aux opérations de soutien à la paix à travers une plus grande implication des Etats membres.

COOPERATION INTERNATIONALE

36. La Conférence a exprimé sa gratitude à tous les partenaires au développement de la CEDEAO pour leur appui constant à la réalisation des objectifs de la CEDEAO et l'intérêt qu'ils portent au développement de la région Afrique de l'ouest ainsi qu'au renforcement de la paix et de la sécurité régionale. Les Chefs d'Etats se sont particulièrement félicités de la signature, le 15 novembre 2008, du document de stratégie régionale du 10^e FED d'un montant total de près de 600 millions d'euro entre l'Afrique de l'ouest et l'Union Européenne.

37. Les Chefs d'Etat ont également salué la consolidation du partenariat entre la CEDEAO et la République populaire de Chine et ont félicité les autorités chinoises pour la réussite du premier forum économique et commercial CEDEAO- Chine tenu, du 24 au 25 septembre 2008 à Beijing. La Conférence a par ailleurs encouragé la Commission à rechercher ou à renforcer la coopération avec de nouveaux partenaires des pays émergents tels que le Brésil, l'Inde, la Turquie.

ELECTION DU PRESIDENT DE LA CONFERENCE

38. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont élu **Son Excellence Monsieur Umaru Musa Yar'Adua**, Président, Commandant en Chef des Forces Armées de la République Fédérale du Nigeria, à la Présidence de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO pour un mandat d'un an.

DATE ET LIEU DU PROCHAIN SOMMET

39. La prochaine session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement se tiendra au cours du mois de juin 2009.

HOMMAGE A SON EXCELLENCE BLAISE COMPAORE, PRESIDENT DU FASO

40. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont salué la diplomatie agissante de **Son Excellence Blaise Compaoré**, Président du Faso, dans l'amélioration de la situation sécuritaire de la région et en particulier en République de Côte d'Ivoire. Tout en lui exprimant leur profonde gratitude pour son implication personnelle et son leadership avisé dans la consolidation du processus de construction communautaire, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont demandé au Président du Faso de poursuivre ses efforts de médiation en tant que facilitateur du dialogue direct inter ivoirien.

HOMMAGE A SON EXCELLENCE JOHN AGYEKUM KUFUOR, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU GHANA

41. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont rendu un vibrant hommage à **son Excellence John Agyekum KUFUOR**, Président de la République du Ghana, pour sa haute contribution à l'enracinement de la démocratie au Ghana et à la stabilité de la région. La Conférence a particulièrement salué les réformes politiques et économiques qu'il a menées depuis ces huit dernières années et le leadership exemplaire dont il a fait montre dans la recherche de la paix et la sécurité dans la région ainsi que dans le renforcement du processus d'intégration régionale.



MOTION DE REMERCIEMENTS

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont exprimé leur profonde gratitude à **Son Excellence Umaru Musa YAR'ADUA**, Président de la République Fédérale du Nigeria, Commandant en Chef des Forces Armées, pour l'hospitalité généreuse et toute africaine qui leur a été réservée pendant leur séjour à Abuja. La Conférence a exprimé ses vœux de bonheur et de prospérité au peuple Nigérian.

FAIT A ABUJA LE 19 DECEMBRE 2008

LA CONFERENCE